

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

| | |
|--|------|
| FRANCE | |
| l'expérience de travailleurs | p I |
| ITALIE | |
| accord patrons syndicats sur les licenciements | p 3 |
| ALLEMAGNE (ouest) | |
| les syndicats banquiers Krupp et la véritable politique | p 4 |
| U S A | |
| Le syndicalisme | p 7 |
| GRANDE BRETAGNE | |
| grèves sauvages | p 9 |
| CORRESPONDANCE | p I3 |
| LIAISONS | p I4 |
| LA DEFENSE | p I5 |

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

NUMERO 41

JUILLET 1965

France

l'expérience de travailleurs

ASSURANCES GENERALES /

LE COBOL c'est le nom donné à une nouvelle méthode de programmation sur machines IBM. Les programmeurs des AG ont suivi des cours où ils ont dû apprendre 200 mots d'anglais (pas un de plus, pas un de moins) parce que l'animal n'obéit qu'en anglais (c'est un exemple sur une petite chose de l'impérialisme américain et de ce que vaut l'indépendance française dont on nous rabat les oreilles). Le C.O.B.O.L. c'est la programmation simplifiée qui s'adapte à n'importe quelle machine (avec un système fabriqué par IBM seul) et il n'est pas exclu qu'il s'adapte à toutes les machines qui viendront. Autrement dit, c'est la dégradation du boulot de programmeur et il n'est pas exclu non plus, plus tard, que ce langage simplifié, style ordinateur, puisse être appris par n'importe quel employé comme la table de multiplication ou la lecture d'une carte perforée.

Souvenez vous du directeur et des syndicats qui nous promettaient avec l'automation la disparition des travaux routiniers et la multiplication des tâches nobles. Cela va faire 10 ans que l'ordinateur sévit et prolifère; ceux qui avaient cru le saisir, le "bon boulot", retombent dans la routine, avec le rendement etc..., ceux qui avaient la routine ont toujours la routine (avec plus de casse-tête) on part toujours à 17h30 le soir et à la retraite à 65 ans. C'est beau le progrès au service des dirigeants de tout poil et dirigé par eux dans leur intérêt. Le paradis, c'est toujours pour demain. Jamais pour aujourd'hui. Horizon 80 ou autres fariboles. - (extrait du Bulletin des Assurances Générales- N° 60).

RENAULT - Billancourt.

Les réunions de délégués du personnel (ouvriers-employés- 24 mars 1965). Une parmi tant d'autres- 22 questions posées avec des réponses négatives -même pas justifiées pour la plupart- 42 autres questions avec pour seule réponse " La direction maintient ses réponses précédentes". Peut-on résumer avec si peu de mots l'inutilité de la fonction officielle des délégués. Ces 64 questions vont de revendications de détail (ouverture d'une porte) à une augmentation générale des salaires: ou bien elles sont bidon et la machine tourne à vide, ou bien elles sont réelles; alors pourquoi Renault "ne bouge pas"?

Après le 2 juin "manifestation de rues très combative et enthousiaste" (note aux militants CGT du 3 juin,) au cours de laquelle les travailleurs ont su faire preuve de beaucoup d'initiatives pour donner de la puissance et de l'enthousiasme à leurs actions: sifflets, chants, trompettes, chapeaux, etc.. " (sic, même note) (comme c'était le même cinéma à Sochaux, ou à Lyon, on suppose que l'idée de cette brillante tactique a germé chez les dirigeants syndicaux des bureaux confédéraux de Paris, ce qui montre bien que toutes les luttes des derniers mois ont été soigneusement orchestrées).

La même note aux militants précise les actions futures -faire signer une carte-lettre pour Dreyfus, débrayages d'atelier "par groupe de fabrications" pour porter ces cartes-lettres. Heureusement que Renault ferme le 1° juillet et que

comme l'annonce la note " l'autorité de la CGT ne fait que grandir".

PEUGEOT: (voir ICO Nos 39 et 40)

Le conflit Peugeot est terminé. "Nous voilà tranquilles pour 10 ans" a déclaré un directeur de Peugeot. Encore faudrait-il que les travailleurs de Peugeot se soient battus réellement pour eux. Conflit déclenché et entretenu par les syndicats, demandions nous au début de la grève. Une escarmouche parmi d'autres, dans le grand jeu patronal, syndicats gouvernement, dont les travailleurs de Peugeot ont fait les frais, comme d'autres. On sait comment la direction Peugeot a coupé l'agitation qui s'essouffait de jour en jour: menace (exécutée) de mise à pied pour tout débrayage; les syndicats ont mis les pouces, trop heureux de s'en tirer en rejetant la "responsabilité" sur la direction. Parallèlement, les syndicats tentent de reprendre les contacts avec la direction: par l'intermédiaire de Bouulloche (SFIO) maire de Montbéliard (2 juin), de l'Inspecteur du travail (3 juin) directement par lettre (9 juin) "réclamant instamment l'ouverture de discussions paritaires".

La suite on ne la connaît pas: personne ne parle plus de Peugeot depuis le 15 juin.

BERLIET (voir ICO N° 39 et 40).

Aucune nouvelle depuis le début de juin, sice n'est ces trois lignes de l'Humanité du 4 juin:

" le comité d'entreprise des usines Berliet annonce que la direction a accepté que des contacts soient pris afin d'établir la discussion entre les représentants du personnel et de la direction "

Et le président directeur général a déclaré à ses actionnaires:

"Ce mouvement, intervenant en même temps que des conflits similaires dans d'autres entreprises de la métallurgie en France, tentait manifestement à créer dans la région un point de cristallisation.... La publicité donnée à ce mouvement a pu laisser croire à un phénomène d'une ampleur sans précédent "....

NANTES : Ateliers et Chantiers de Nantes (voir ICO N° 39 et 40)

Reprise du travail le 31 mai.

Les 316 licenciements -pour suppression d'emploi- sont bien acquis.

Les 22 licenciements- sanctionnant la manifestation du 19 mai sont maintenus malgré un ou deux autres débrayages en juin.

Accord de salaire signé le 5 juin par CGT, CFDT, (horaires et mensuels) et FO (mensuels): les mêmes augmentations échelonnées, qu'ailleurs, le patronat accorde sans luttes...

MARSEILLE :

Le paquebot "Ville d'Oran, vendu par la Compagnie Générale Transatlantique à des armateurs grecs a été occupé par les 130 marins qui refusent de quitter le bord. Les syndicats ont donné le mot d'ordre de retarder de 24h le départ de tous les navires quittant le port. Officiers et marins veulent faire annuler la vente et déclarent qu'ils s'opposeront par tous les moyens légaux à la vente de tout autre navire marseillais.

Sous une forme différente, c'est une lutte identique aux seules luttes marquantes des dernières années: celles contre les licenciements c'est-à-dire contre les mutations brutales de la société capitaliste.

Faut-il voir dans la persistance de ces luttes une contestation des décisions prises par les dirigeants?

-0-0-0-

il-cilie

ACCORD PATRONS-SYNDICATS SUR LES LICENCIEMENTS

Le rôle traditionnel d'un gouvernement de "gauche" c'est de faire accepter par les travailleurs des mesures qu'un gouvernement de droite pourrait difficilement mettre en application; il suffit pour cela que la réputation de l'un soit de représenter les travailleurs et celle de l'autre de représenter les patrons. En France, les syndicats refusent de mettre au point ouvertement avec le gouvernement gaulliste (de droite) une procédure de licenciements collectifs permettant d'éliminer les obstacles à l'évolution capitaliste (dans l'intérêt du capitalisme); en Italie ces mêmes syndicats signent un accord avec le patronat sous l'égide d'un gouvernement de "gauche". Pourquoi ces différences? Parce qu'en France les licenciements sont l'occasion d'une agitation politique et qu'en Italie les syndicats sont tout prêts à accepter un renforcement de leur pouvoir de gestion dans la société capitaliste puisque le gouvernement a la bonne couleur politique.

Le texte qui suit est extrait de la "Vie Française", journal financier du 21 mai 65:

"Au cours des derniers mois, durant la phase de récession, la plus aiguë, au lieu de procéder à des licenciements, les industriels italiens ont, d'une façon générale, préféré réduire les horaires de travail. Les industriels viennent de donner un exemple supplémentaire de leur bonne volonté en signant avec les syndicats deux nouveaux accords sur la procédure à suivre en cas de licenciement^s.

Le premier concerne les licenciements individuels. Le licenciement doit être formulé par écrit au salarié qui peut en demander le motif. Si son licenciement lui paraît non justifié, le salarié propose au syndicat où il est inscrit de chercher une solution de conciliation. Si cette tentative échoue, le salarié peut requérir l'intervention d'un conseil de conciliation ou d'arbitrage constitué par un représentant de l'employeur, un représentant du salarié, et un président nommé par eux. La décision de ce triumvirat est sans appel, et de lourdes amendes variables suivant la taille de l'entreprise, sont prévues pour les sociétés qui ne se soumettraient pas. De toute façon la charge de prouver les motifs de licenciement incombe à l'employeur.

Le second accord a trait aux licenciements collectifs visant à une réduction du personnel. Point capital: l'obligation faite à l'entreprise de tenir par avance au courant les syndicats non seulement des décisions de licenciement, comme c'était le cas jusqu'ici, mais aussi des arrêts de travail et en particulier ceux qui dépassent trente jours et concernent plus de 20% du personnel. Les procédures de conciliation envisagées ne devront pas en général, dépasser vingt cinq jours. En outre

" le nouveau système permet aux syndicats de s'opposer aux réductions de personnel et de proposer des solutions à des situations qui risquent d'autant plus de se répéter que des réorganisations sont inévitables pour faire face à une concurrence plus âpre sur les marchés extérieurs. Il faut ajouter que l'entreprise devra en priorité reprendre le personnel licencié plutôt que du personnel nouveau. En procédant à des licenciements, elle devra non seulement tenir compte des exigences de la production, mais aussi de l'ancienneté et des charges de famille des travailleurs. De la sorte, elle n'est plus entièrement libre de choisir ses collaborateurs.

Par ces concessions, les industriels italiens entendent démontrer qu'il est possible de résoudre avec les syndicats même des problèmes les plus difficiles. Il ne semble pas que les syndicats aient mesuré la portée de ces concessions. Ils font pression sur le gouvernement pour que celui-ci approuve un projet de loi d'inspiration socialo-communiste au terme duquel les sociétés ne pourraient plus licencier les éléments non compétents ou perturbateurs.

Le gouvernement a demandé le renvoi de la discussion de ce projet avec la promesse qu'il en sera fait état dans un projet de loi concernant "les droits des travailleurs dans l'entreprise". On veut espérer que ce projet ne s'écartera pas trop des avantages déjà accordés car toute entrave à la mobilité des travailleurs risque de freiner les investissements. Cette politique aurait un effet contraire à celle que l'actuel gouvernement s'est fixée pour surmonter la crise. "

-0-0-0-

Allemagne (ouest)

LES SYNDICATS BANQUIERS /

(d'après les Informations Industrielles et Commerciales 18/6/65
Hebdomadaire financier).

L'une des banques les plus puissantes d'Allemagne de l'Ouest (la 4ème) la Bank für Gemeinwirtschaft (B.G.) reçoit chaque année 500 millions (50 milliards d'A.F.), cotisations de 7 millions de syndiqués. Théoriquement, c'est pour financer les grèves, pratiquement, ça n'a jamais servi à ça.

La banque est gérée par ses dirigeants "syndicalistes" selon les meilleures méthodes capitalistes. Son directeur (50 ans), Walter Hesselbach est un ancien champion amateur de boxe, et chaque matin, il fait ses 100 m. brasse dans la piscine de sa propriété à Ginnheim; il a commencé sa carrière à la banque Dreyfus (Allemagne).

Le capital de la banque est aux mains du D.G.B. (confédération syndicale social démocrate, 21%), de 16 syndicats affiliés au D.G.B. (74.8%) de la centrale d'achat des coopératives (4.2%). Elle a été créée en 1958 par la fusion de six banques "syndicales" créées en 1950 par six gros syndicats. "Nous combattons le diable avec les armes de Belzébuth" déclara l'un des fondateurs. Il ne s'agissait pas en effet seulement d'une concentration, mais d'un changement de mentalité; certains dirigeants des banques syndicales prônaient la renonciation au profit dans la gestion et les patrons refusaient de collaborer dans ces conditions: l'une d'elles fut sauvée de la faillite par la caisse de la D.G.B. Et comme un vulgaire capitaliste, la DGB

imposa la concentration en une banque "confédérale" où elle détient le plus gros morceau, et une orientation résolument capitaliste .

En 7 ans, la BfG s'est hissée au premier plan des banques; elle a 72 succursales, des intérêts partout. En France, elle détient des paquets d'actions de l'Union Financière de Paris de la Banque Hypothécaire Européenne; elle travaille aussi en Hollande et en Suisse. Avec ses rentrées régulières de cotisations syndicales (50 milliards A.F. par an) elle fait des prêts aux entreprises capitalistes. Parmi ses clients à ce titre, on cite Phoenix-Rheinrohr (sidérurgie) Henschel, BMW et Ford, Krupp. Rotschild est en relations suivies avec elle. Bien sûr, la BfG peut faire des prêts à intérêts réduits ou nuls aux travailleurs grévistes ou en difficultés (pas des dons, des prêts- ne pas confondre- et avec l'argent des travailleurs). Mais en 1964, 15% des crédits de la banque ont été au "mouvement socialiste" (prêts ouvriers, coopératives, assurances, construction), 21,5% des crédits ont été au commerce de gros et de détail, 33% à l'industrie et à l'artisanat.

Comme l'écrit l'auteur de l'article cité les dirigeants capitalistes "savent gré à Walter Hesselbach de faire la plus grande distinction entre ses activités syndicales et politiques et son rôle de banquier".

-o-o-

UN TRUST et la VERITABLE POLITIQUE:

KRUPP et les PAYS DEL'EST

(les informations contenues dans cet article sont tirées de Direct Action- Avril 65- (mensuel anarcho-syndicaliste anglais) et de Der Volksurr 12/2/65, hebdomadaire économique allemand-ouest)

Les Krupp ne se sont jamais souciés de la politique des gouvernements étrangers avec lesquels ils faisaient des affaires: fermes soutiens de la réaction en Allemagne, leur fortune atteint toujours ses sommets en période de guerre.

En 1887, Krupp vendit 25.567 gros canons à 21 gouvernements. En 14-18 Krupp exportait de l'acier pour fabriquer des armes françaises via la Suisse et, quel que soit le vainqueur de la bataille du Jutland, ce fut en tout cas un triomphe pour Krupp dont les instruments d'artillerie équipaient les navires de guerre tant allemands qu'anglais.

Après 1918, les accords d'armistice interdisaient à l'Allemagne de faire des armes. Mais le chef de l'armée allemande, le général Seeckt se tourna vers l'Est: il reçut une réponse favorable de Trotsky pour fabriquer des armes allemandes en Russie et y entraîner des troupes. C'était en août 1920. Lors de l'insurrection de la Ruhr-centre de l'industrie lourde avec Krupp à sa tête- et du putsch de Kapp, le parti communiste de Berlin désavoua l'insurrection et se déclara pour la légalité (ligne approuvée par Lénine).

En mars 1921, l'armée de Kronstadt- Lénine demanda l'aide de Seeckt pour reconstruire l'armée rouge. En avril un plan fut transmis à Moscou par le Ministre de la guerre de Berlin pour fabriquer en Russie des avions sous-marins, canons et obus- ces deux derniers par Krupp. Ceci fut approuvé par Lénine et Trotsky et fut camouflé comme des "concessions" sous la NEP (nouvelle politique économique).

En 1922, après le traité de Rapallo, Krupp avait acquis une concession à l'Est dans un but économique. Il s'agissait de 25.000 ha de terres dans le Sud de la Russie entre Rostov et Astrakan. Avec l'aide de Krupp, du blé devait être cultivé sur une grande échelle. Le projet échoua et l'entreprise, après un essai d'élevage de moutons qui dura 5 ans, fut de nouveau liquidé. " ...notre confiance a été honteusement déçue", écrivait alors dans ses mémoires le directeur général, le baron von Wilmonsky le gendre de Gustav Krupp.

En 1923, la crise allemande vit la ligne de Moscou sur l'Allemagne s'aligner sur les buts et la politique de l'industrie lourde allemande. Après l'occupation française de la Ruhr, les communistes allemands firent un front uni avec les nationalistes dans la campagne de résistance passive cautionnée par le gouvernement contre les envahisseurs. Questionnés sur les chances d'une révolution allemande, Trotsky et Radek la jugeaient "primatura". Mais quand plus tard dans l'année, le capital allemand commença de regarder vers l'Ouest, par une brusque volte-face, Moscou appela à un front uni avec les sociaux-démocrates. Ce fut un fiasco et le début de l'éclipse du parti communiste allemand.

En 1926, le traité militaire secret germano-russe fut dévoilé; il était défendu par Boukharine comme "soutenant l'Allemagne, en dépit de son régime bourgeois dans sa lutte contre les états impérialistes". Dans ses mémoires, le général Speidél dit que les bases allemandes d'entraînement en Russie jouèrent un rôle très important en jetant les bases spirituelles de la Luftwaffe. Pendant la seconde guerre mondiale il y avait une usine Krupp à Auschwitz qui utilisait les déportés. Inquiété quelque peu, sorti de prison, après le procès de Nuremberg, Alfred Krupp a rebati son empire.

En 1959, Krupp et Kroutchev se rencontrèrent à la foire de Leipzig et burent le cognac dans des gobelets d'acier Krupp.

En décembre 64, le fondé de pouvoir de Krupp a mené à Varsovie des négociations en vue d'une coopération économique entre la Pologne et Krupp: l'état polonais et Krupp formèrent une société commune pour laquelle Krupp fournira les machines et un certain nombre de spécialistes tandis que la Pologne apportera le terrain, les bâtiments et les travailleurs. Beitz a dû aller ensuite à Washington exposer le plan Krupp, lequel a recueilli une "réserve bienveillante". La première usine serait une usine métallurgique. Ce mode de coopération doit s'étendre à la Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie. L'Allemagne de l'Ouest peut ainsi développer son potentiel en surmontant le manque de main d'oeuvre: au lieu de faire venir les travailleurs étrangers en Allemagne, on va les chercher sur place. Pour les pays de l'Est, cela aide à résoudre les problèmes de leur industrialisation.

Début juin, la presse a annoncé la conclusion d'un accord de coopération technique entre Krupp et la Hongrie pour la construction d'une usine de machines outils à Csepel (faubourg de Budapest).

(c'est volontairement que nous avons limité ce texte aux pays de l'Est, mais on pourrait tout autant montrer les rapports de Krupp avec d'autres états, par exemple, récemment avec la Tunisie. De même n'importe quel trust de n'importe quel pays pourrait donner matière à un article du même genre).

U S C I

LE SYNDICAT UNIQUE:

"Nous soutenons pleinement le Président Johnson pour avoir fait prendre à notre gouvernement des mesures énergiques pour arrêter les actes communistes d'agression et de provocation".

Ainsi s'exprimait au début de l'année George Meany, Président, le conseil exécutif de l'AFL-CIO (syndicat unique des USA, une sorte de CGT qui grouperait aussi FO et la CFDT).

Le Conseil Exécutif tint son Assemblée à Miami en Floride (l'équivalent de Nice sur la Côte). Mais les dirigeants syndicaux refusèrent de descendre à un hôtel ordinaire de Miami. Ils émigrèrent à Miami Beach où se trouvent les hôtels pour millionnaires (prix le plus bas, 50 dollars, 25.000 A.F. par jour). Après l'Assemblée Meany et une délégation partirent pour Washington pour entretenir le président Johnson du salaire minimum de 2 dollars de l'heure (1000 A.F.) (Direct Action - juin 65).

LA FONCTION de l'INTERNATIONALE SYNDICALE

Les délégués de la Confédération Internationale des Syndicats libres (CISL) se sont réunis le 19 mars à Bruxelles. Georges Meany président du syndicat unifié américain AFL-CIO a menacé de se retirer de la CISL en raison de "la gestion financière hasardeuse" et parce que ce super-syndicat était "bureaucratique" et "inefficace" dans sa lutte contre le communisme.

LE SYNDICALISME aux U.S.A.

(voir ICO N° 26 et 37)

(extrait du Monde - 2 avril 65 - à propos des discussions de salaires dans la sidérurgie).

.."Les négociateurs patronaux voudraient naturellement qu'on en discute à loisir. Or la convention collective vient à expiration le 1^o mai. Le lendemain, la grève peut éclater. Les sidérurgistes demandent que la convention en vigueur soit prorogée de quelques semaines pour tenir compte du temps perdu dans la négociation entamée en décembre par les opérations électorales de l'U.S.W. (syndicat des ouvriers de l'acier).

M. Mac Donald, Président du syndicat, répond qu'il est "prématuré" d'envisager un sursis, ce qui est de bonne guerre mais n'inquiète pas encore. Le leader syndical croit plus, depuis l'expérience de 1959, aux vertus de la menace de grève qu'à celles de la grève elle-même. Il a mis en place une commission mixte, patronale syndicale, de consultation permanente, préparant de longue main le cadre de la négociation

Jusqu'ici le système a fonctionné à la satisfaction générale, en évitant les à-coups de dernière minute. Comme nous le disait un économiste de l'état-major syndical: "les relations capital-travail sont devenues si complexes et si techniques que la révision d'une convention collective ressemble de plus en plus aux négociations qu'auraient entre elles deux grandes sociétés privées". Il y a vingt ans un accord entre syndicats et employeur tenait sur trois pages. Le dernier contrat signé par l'U.S.W. couvrait cent trente huit pages, sans compter les textes annexes.

Cette évolution réduit de plus en plus la part de l'émotion dans le combat syndical, et crée une certaine frustration dans la masse ouvrière, même là où

"elle en recueille les fruits les plus évidents.

Le bon temps, s'il le fut jamais, des luttes héroïques peut revenir par nostalgie intermittente, mais il n'en est pas moins définitivement révolu dans une économie moderne. Syndicats et patronats sont conscients de l'interdépendance de leurs intérêts. "

LA REDUCTION de la SEMAINE DE TRAVAIL

(extraits des Cahiers de Contre-Courant- 25/5/65-
Louvet - 26 rue P.Leroux, Paris, 7^e

8 millions de travailleurs des USA (15% du total) font moins de 40h par semaine; une partie ont obtenu la semaine de 35h; il y a 30 ans; d'autres viennent de l'obtenir. Parmi eux, les typographes, le vêtement féminin, les brasseries et dans des proportions variables le caoutchouc, la construction, le commerce de détail les employés de bureau.

Cette réduction de la semaine de travail progresse régulièrement et s'est faite sans diminution de salaires, principalement par le jeu des contrats collectifs signés entre les syndicats et les entreprises.

-o-o-

danemark

Les ouvriers des brasseries (6000 ouvriers) ont fait grève plus de trois semaines pour leurs salaires : le gouvernement a ouvert les frontières aux bières étrangères qui sont effectivement arrivées: encore un exemple de solidarité ouvrière nationale et internationale.

La majorité des grévistes appartient aux établissements géants Carlsberg et Tuborg et ils sont particulièrement édifiés par le fait que ces sociétés refusent des augmentations dérisoires mais consacrent des sommes énormes à l'entretien d'importantes fondations culturelles et philanthropiques (entre autres, la maison danoise de la Cité Universitaire de Paris).

-o-o-

espagne

Contrairement aux années antérieures, le printemps 1965 n'a pas été marqué en Espagne par des luttes ouvrières importantes. Par contre, il y a eu, notamment à Madrid, toute une agitation politique tournant principalement autour des syndicats étudiants. Ceux qui pronostiquaient une chute rapide du régime sont bien obligés de considérer que celui-ci peut se transformer de l'intérieur, par de simples mutations des dirigeants. Quant aux travailleurs espagnols, leurs luttes restent, comme pour tous les travailleurs, la défense contre l'exploitation.

Le 1^o juin, à Sestao (banlieue de Bilbao) au pays basque, les 3000 ouvriers de la " Naval" (constructions navales) se sont mis en grève à la suite de l'explosion accidentelle d'un navire marchand en construction (3 morts, 6 blessés) Les ouvriers demandaient: 6 millions de pesetas (500.000 frs) pour les familles des victimes, éducation des orphelins à la charge de l'entreprise. Ils l'ont obtenu après

8 jours de grève. Aucun ouvrier n'a été licencié (dans Esagne 62- brochure N.&R. et I.C.O. - 4 pages donnaient les conditions de travail et de vie d'un ouvrier de la "Naval").

Le 31 mai à Sagonte (près de Valence) aux Hauts Fourneaux (filiale du trust américain American Steel Company), une grève a débuté par le débrayage de 9 métallos motivée par le refus de la direction de payer augmentations et primes de production. La grève s'est étendue aux 6.800 ouvriers; le 12 juin, la grève durait encore; 70 ouvriers avaient été licenciés; les hauts fourneaux étaient éteints. En plus des salaires et de la réintégration des licenciés, les ouvriers demandent que leurs revendications ne passent plus par les syndicats officiels, mais par une commission ouvrière qu'ils ont constituée.

-o-o-

grande - bretagne

C'est souvent que nous avons évoqué dans I.C.O. les conflits caractéristiques en Angleterre entre les travailleurs de la base d'une part, les directions syndicales, patronales et gouvernementales de l'autre. Ces grèves sauvages, ou non-officielles, ou non-autorisées (sous-entendu par le syndicat) sont tout aussi fréquentes. Celles que nous citons ci-après ne sont que des exemples pris au hasard on peut dire que, malgré toutes les tentatives des dirigeants de tous bords de mettre fin aux grèves sauvages (commissions d'enquêtes, menaces, etc..) celles-ci sont une réalité quotidienne. Nous n'en tirons d'autre conclusion que celle d'une conscience ouvrière bien différente de ce que l'on peut constater en France et d'une action autonome échappant en partie à l'emprise des bureaucraties syndicales. Cette situation peut expliquer qu'un gouvernement travailliste (socialiste), autrement dit "de gauche" se trouve au pouvoir en Grande-Bretagne, non parce qu'il est soutenu par les travailleurs, ou qu'il est favorable aux travailleurs, selon les mythes politiques habituels, mais parce que, bénéficiant de ces préjugés, il apparaît le seul capable de faire surmonter au capitalisme anglais cette période difficile où les structures politiques et économiques (notamment le syndicat) n'encadrent plus personne. Parce qu'il paraît en d'autres termes, le seul capable de faire accepter aux travailleurs anglais les restrictions de salaires, l'accroissement de productivité, la rationalisation, l'accroissement des horaires, qui doivent permettre au capitalisme anglais de s'aligner sur les autres capitalismes. L'histoire n'est pas nouvelle. Reste à savoir quelle sera l'issue de ce conflit qui signifie un plan et une morale hypocrite du "sacrifice social" à l'échelle du pouvoir et des organisations. (partis et syndicats) et la lutte contre des mesures concrètes à la base (refus des heures supplémentaires des restrictions de salaires, d'aménagements de tous ordres). C'est en ce sens qu'il n'y a pas de "petites luttes" et que chacune d'elle, si limitée soit-elle, si "inorganisée soit-elle, est un maillon important de la lutte de classe.

LONDRES : (United Dairies)

Un million de clients des United Dairies (laiteries) n'ont pas trouvé ce matin leur lait sur le pas de leur porte en raison d'une grève sauvage: 930 ouvriers des laiteries sont en grève ce qui occasionne la perte de 185.000 gallons de lait par jour. Ils demandent que l'augmentation de 18 sh par semaine (1.300 A.F.) qui leur a été accordée à partir du 20 juin soit rétroactive à dater du 13 mai. Ils sont tous membres du T.G.W.U. (syndicat des transports) qui a signé l'accord fixant la date de l'augmentation.

LONDRES (8 juin 65).

Les conducteurs d'ambulance font la grève des heures supplémentaires: ils demandent au moins 3 livres par semaine d'augmentation (4500 A.F.), un abaissement de l'âge de la retraite et 3 semaines de congé annuel.

ABERDEEN (Ecosse- 8 juin 65).

1200 employés de la Société Coopérative du Nord ont fait une grève sauvage de 2 jours sans résultat, par solidarité avec 10 ouvriers de la section des tapis qui réclamaient une parité de salaires.

LIVERPOOL (26 mai 65 - Docks de la Mersey).

Le 17 mai, des dockers avaient à charger de l'argile à porcelaine pour l'Australie; comme ils étaient en désaccord sur la paie supplémentaire pour faire ce travail, on leur offrait 12 sh par jour, ils demandaient 1 livre (14 Frs). Le mardi 18, 9000 dockers sur 13.000 étaient en "grève sauvage". Les syndicats convoquèrent le dimanche 23 un meeting (4000 participants) au cours duquel ils firent voter la reprise du travail pour le lendemain. Mais comme l'écrit le Financial Time (24/5/65) " personne n'a pu compter les votes pour ou contre, mais la motion fut présentée deux fois et il ny a pas de doute que la majorité y était favorable." La veille, le samedi, un meeting "non-officiel" avait voté la continuation de la grève. Le lundi 24 mai, 8000 dockers ignoraient royalement le vote acquis par les dirigeants du syndicat et continuaient la grève: 101 bateaux étaient bloqués et seulement 2200 dockers travaillaient à décharger 6 navires. Les grévistes formèrent un comité qui alla discuter directement avec les dirigeants des docks; ils obtinrent non une promesse écrite comme ils le voulaient, mais l'engagement que le cargo d'argile serait inspecté en vue d'un règlement. Ils votèrent alors la reprise du travail pour le mercredi 26 précisant que si l'inspection n'avait pas eu lieu à midi, ils se remettraient en grève. En même temps, ils avaient pris des contacts directs avec les dockers de Hull et de Manchester pour un soutien éventuel.

COVENTRY - 9 juin.

Toute la chaîne de montage Jaguar a été arrêtée et 2500 ouvriers mis à pied parce que 2 ouvriers refusaient de faire trois minutes de travail supplémentaire. Les deux ouvriers sont des polisseurs de cadres de portières. Les 86 ouvriers de l'atelier de polissage, qui appartiennent au même syndicat, se sont mis en grève par solidarité.

C'est le second arrêt en 10 jours pour des conflits de ce genre. Le dernier qui dura près d'une semaine, concernait les peintres et entraîna la mise à pied de 2000 ouvriers. Quelques pièces de trois polisseurs avaient été jugées en-dessous de la norme et renvoyées pour révision: un seul des trois fit le travail en 3 minutes. Les autres refusèrent, arguant que le travail de rectification ne faisait pas partie de la tâche qui leur était demandée. Aucun autre travail ne leur fut confié, tant qu'ils n'auraient pas accepté de rectifier leurs pièces. Mais tout le département se mit en grève avec comme revendication que les deux ouvriers seraient payés à part pour faire la rectification ou bien qu'on leur donne du travail. Le secrétaire du syndicat a déclaré: " la situation est très délicate, et je préférerais ne pas avoir à en discuter ". (Financial Time -10/6/65).

PAS de travailleurs OCCASIONNELS DANS LES POSTES

Le syndicat des postiers, à son congrès annuel, autorisa les dirigeants à discuter avec les postes du recrutement des postiers occasionnels. C'était la contrepartie d'un récent accord de salaire. Le secrétaire général du syndicat informa les congressistes que les postes annuleraient l'accord si les conversations n'étaient pas engagées sur ce point. La section de Londres (Paddington) a déclaré qu'elle n'accepterait pas le travail d'occasionnels et que les postiers déclencheraient

une grève sauvage si cette mesure était prise dans son secteur (Direct Action-
Juin 65).

L'ARRIERE PLAN d'une GREVE SAUVAGE (extrait du Financial Time-journal financier
8/6/65).

Les mouvements à l'aéroport de Londres vont beaucoup plus loin que la dernière grève des porteurs et convoyeurs. Un leader syndical de l'Aéroport m'a dit hier: " ce n'est pas seulement la B.E.A. qui a eu tous ces mouvements (boycott des heures, débrayages, menaces d'une grève totale) au cours des derniers mois. Tous ont le même caractère. Il n'y a jamais de compromis. Les ouvriers arrêtent le travail quel que soit le motif et c'est tantôt une chose, tantôt une autre..."

En d'autres termes, beaucoup d'ouvriers de l'aéroport de Londres paraissent voir dans le syndicat seulement un instrument bon à transmettre leurs revendications à la direction. En janvier dernier, un accord B.E.A.-syndicat, mettait en application pour trois ans, de nouvelles conditions de salaires, d'horaires et de travail. Un accord semblable était en vigueur depuis octobre à la BOAC, et les ouvriers de la BEA réclamaient la rétroactivité de 3 mois. Les leaders syndicaux prétendaient que c'était impossible mais que la BEA acceptait de faire partir d'octobre prochain la 2ème étape annuelle de l'accord, pour s'aligner sur la BOAC. Mais les ouvriers de la BEA avaient décidé auparavant une grève de 24h pour un samedi et dès la fin du meeting officiel, à l'unanimité, ils se mirent en grève... Cette intransigeance est le fait de syndiqués, quelque soit le syndicat. A nouveau au début de juin, lorsque les leaders du TGWU (syndicat des Transports) annonça à ses membres que les négociations continuaient avec la BEA, ceux-ci décidèrent immédiatement une grève de 48 heures... La direction de la BEA décida alors qu'elle devait imposer la discipline qu'il n'était pas au pouvoir des syndicats d'obtenir et mit à pied 970 grévistes. Ceux qui acceptaient de signer un papier de bonne conduite dans le futur (pas de grève sauvage) étaient réembauchés.

C'est devenu une tradition parmi les ouvriers de la BEA de prévoir leurs grèves dans les périodes de pointe. Les leaders syndicaux venaient juste d'éviter une grève des heures supplémentaires de 600 ouvriers d'entretien affectés aux avions de l'Aéroport de Londres.

Avant obtenu la semaine de 40h en janvier dernier, ces ouvriers dirent aux syndicats que les hommes travaillant en équipe devaient avoir un horaire de 37h de travail réel et 2h30 d'arrêt pour les repas. Ils décidèrent que la semaine de la Pentecôte serait la meilleure semaine pour la grève des heures. Cela aurait causé un vrai chaos. Ils acceptèrent seulement de reporter leur menace de grève quand il leur fut promis que leur demande serait examinée avec la direction dans les 10 jours. La direction craint que le comité "non officiel" de shop-stewards qui fut démantelé en 1957 n'ait repris ses activités. La direction et les chefs syndicaux cherchent à localiser des "éléments subversifs" causant de l'agitation dans un groupe puis ailleurs. D'après eux, quand les ouvriers de la BEA de Londres décidèrent que l'offre de la BEA était inacceptable, ils ne savaient même pas ce qu'elle contenait. Un leader du TGWU déclara: " Nous leur (les ouvriers) avons demandé ce qui était mauvais dans les offres de la direction, mais nous n'avons pas obtenu de réponse claire. En fait, ils ne savaient pas ce qu'ils voulaient." De son côté, le chef du personnel de la BEA a déclaré: " l'action des ouvriers est délibérément prévue pour désorganiser le trafic dans les périodes de pointes et coûter aux ouvriers aussi peu que possible ". Ils étaient prêts à travailler dimanche à tarif double. Ainsi au tarif double dimanche et 1 fois 1/2 le lundi, ils auraient pu récupérer les gains perdus dans la grève du vendredi et du samedi. Si nous n'avions pas marqué un coup d'arrêt, ces sortes de grèves se seraient répétées à chaque période de vacances "....

(sur 1000 grévistes de Londres, 600 acceptèrent de signer l'engagement qu'ils ne prendraient plus part à une grève sauvage; celui-ci était exigé par la direction et les syndicats les encourageaient à le faire).

sujets de réflexion

Une conception de la femme:

" Nous considérons que la femme remplit en plus de son rôle de travailleuse et de ménagère une fonction sociale: la maternité. Certes, quand les enfants sont petits c'est une charge, mais lorsqu'ils deviennent ouvriers, cultivateurs ingénieurs, techniciens, savants, artistes, ce sont eux qui prolongent la France qui font sa richesse, sa grandeur, sa beauté..." (J. Vermeersch - Semaine de la pensée marxiste consacrée à la femme).

Les ordinateurs au service de...

...Le Dr Giorgio Balzola (Italie) a montré comment l'ordinateur pouvait maintenant en matière de criminologie, identifier des empreintes digitales même incomplètes ou déformées. Sans entrer dans les détails techniques, précisons que les empreintes fichées par la police "entrent" dans l'ordinateur par l'intermédiaire d'un lecteur optique spécial et sont décomposées en un groupe de points. Au cours d'une enquête l'empreinte relevée est photographiée, transformée ensuite en groupe de points et introduite dans la machine. Cette dernière recherche les similitudes avec son "fichier" et donne toutes indications utiles de reconnaissance "...

(La Vie Française - journal financier).

La chimie du cerveau

... "L'injection de différentes substances comme l'acétylcholine dans des zones cérébrales précises stimule immédiatement de la part des animaux de laboratoire des réactions caractéristiques telles que l'instinct maternel même chez le mâle, la mémoire, la soif.

De tels phénomènes ouvrent un large champ aux expériences et aux recherches sur le comportement tout en posant ce problème moral, grave lorsqu'il s'agit de la créature humaine: jusqu'où peut-on aller dans la "manipulation" du système nerveux "...

(cité par Louis Armand, chef de file des technocrates lors d'une séance de l'Académie des sciences morales).

La conception du délégué:

vu par Bergeron, secrétaire général FO

...." Les délégués du personnel et au comité d'entreprise ne peuvent être, à nos yeux que les mandataires du syndicat. Les employeurs ont bien sûr une autre conception des choses. Ils espèrent, comme en 1936 lors des accords Matignon, et font tout pour que les délégués se manifestent en dehors des directives syndicales. Il faut bien convenir que parfois, ils y parviennent. "

Le point de vue d'un ministre syndicaliste:

Ray Gunter, ministre du travail (travailleuse et leader syndical) a déclaré au congrès des Coopératives d'Edinburgh: " il y a beaucoup trop d'indiscipline dans chaque partie de ce pays d'aujourd'hui. C'est seulement quand la nation comprend qu'il y a des règles morales de base que nous devons suivre, que le mouvement travailleuse peut mener chaque chose là où elle doit être amenée ou bien nous périrons en tant que parti travailleuse "

correspondance

Lettre d'un camarade anglais:

" J'ai lu votre déclaration: "ce que nous sommes, ce que nous voulons" au dos de votre excellente publication. Je voudrais savoir si vous avez d'autres textes sur votre position. Si oui, j'aimerais les recevoir...

Actuellement, en Angleterre ce que nous avons l'habitude d'appeler "réformisme" se montre capable d'aller droit vers un Etat corporatif; une tendance inévitable peut-être, mais alors que les lieutenants syndicaux du capitalisme dans le passé étaient des "traîtres" ils deviennent maintenant des "serviteurs civils".

Je suis naturellement membre de la Syndicalist Workers' Federation (section anglaise de l'A.I.T.)

Réponse à ce camarade:

" Il nous est difficile de t'adresser des textes sur notre position pour la bonne raison que nous n'avons jamais défini notre position au delà de ce qui figure dans la déclaration "ce que nous sommes, ce que nous voulons". Il serait trop long et peu intéressant pour toi, de te retracer dans le détail comment I.C.O. a peu à peu pris corps, dans sa forme actuelle, sur l'initiative de camarades sortis de Socialisme ou Barbarie en 1958 à la suite de désaccords sur la conception de l'organisation et sur l'analyse de la situation française de l'époque (prise du pouvoir par De Gaulle).

A l'époque des textes furent établis notamment sur la question de l'organisation plus d'ailleurs des textes de discussion que de position; de plus, ils peuvent apparaître maintenant limités par les préoccupations polémiques qui les inspiraient. Ce qui est intéressant de noter, c'est que les principes contenus dans ces textes touchant l'activité et le travail d'un groupe sont ceux qui sont mis en pratique (tant bien que mal) à I.C.O. alors que le groupe de camarades qui les avaient posés (principalement des intellectuels) s'est dispersé depuis trois ans; pendant quelque temps il y a eu coexistence des deux groupes mais finalement seul a subsisté le groupe de camarades d'entreprises qui parti de quelques camarades en regroupe actuellement à Paris entre 20 et 30.

Ces derniers camarades ne sont pas non plus des nouveaux dans la politique; ceux du début étaient les rescapés de syndicats ou de tentatives de regroupement trotskystes ou anarcho-syndicalistes. Ceux qui sont venus ensuite pour la plupart sont également passés par d'autres groupes ou syndicats. Si nous savons ce que nous voulons, nous refusons de poser des règles d'action et d'organisation applicables à d'autres qu'à nous-mêmes et nous refusons d'aborder d'une manière théorique des questions que les camarades ne se posent pas; cela vient de ce que nous pensons que ce sont les travailleurs eux-mêmes au cours de l'action qui déterminent les revendications, les formes d'action et d'organisation et d'autre part que la théorie est artificielle si elle sort du contexte concret qui amène à la poser.

La plate-forme que tu as pu lire au dos du bulletin, nous pouvons la résumer d'une manière plus précise:

- 1/ autonomie des luttes vers une gestion des entreprises et de la société.
- 2/ critique des organisations traditionnelles, partis et syndicats.
- 3/ établissement de liaisons effectives directes entre les travailleurs pour réaliser une information, une critique de leur expérience, une solidarité sur tous les plans.
- 4/ liberté de point de vue sur tous les problèmes, liberté d'action dans les entreprises, acceptation de toute critique.

Il est certain que cette position présente une ambiguïté. Entre les camarades participant à I.C.O. existe :

- 1/ sur la notion d'autonomie, un accord pour rejeter les conceptions traditionnelles de parti, mais un désaccord sur la notion de "minorité agissante" certains camarades en faisant une critique radicale, d'autres l'acceptent.
- 2/ sur la critique des syndicats, pour certains d'entre nous, ce n'est pas une critique, mais la considération que le syndicat a toujours été et ne peut être qu'un organe de gestion d'une société d'exploitation (capitaliste ou bureaucratique); il ne peut donc être question de "redressement" ou d'en créer un "pur" ou de chercher à l'utiliser pour une propagande. Pour d'autres camarades au contraire, il s'agit d'une critique qui va parfois fort loin, mais laisse sous entendue la possibilité de constituer "autre chose" (cela rejoint les divergences sur la question "minorités agissantes"). Tout le monde se retrouve d'accord sur la position concrète à l'égard des syndicats; ceux qui peuvent y adhérer le font, soit en raison d'une obligation (closed shop) soit en raisons d'une circonstance particulière, mais sans illusion et sans arrière pensée tactique ou de propagande.
- 3/ - 4/ - il n'y a pas de divergence sur ces points mais cela tient sans doute au fait que ces points restent sans exemple pratique. Des divergences apparaîtraient vraisemblablement si nous étions confrontés à des luttes importantes.

Il n'est pas possible de préjuger de l'orientation future d'I.C.O. ou de sa continuité comme expérience originale (nous cohabitons et travaillons depuis plus de 5 ans entre travailleurs passés les uns par le marxisme, les autres par l'anarchisme, d'autres enfin par leur seule expérience. Ce qui nous paraît important c'est qu'ICO n'est ni un cartel d'organisation, ni limité à des domaines concrets et limités mais une "mentalité" qui dépasse les notions d'appartenance à un groupe ou d'idéologie tabou: c'est ce qui nous permet de travailler ensemble, sans éluder aucun problème, avec des heurts bien sûr, mais avec le souci d'aller au fond des choses et de dépasser les notions et les clichés qui sous le vocable "révolutionnaire" sont devenus l'image même du conformisme".

-o-o-o-

licitions

I- REUNION INTER-ENTREPRISE-PARIS:- 19 camarades présents.

Discussion sur l'orientation et le travail pratique d'I.C.O. des textes rédigés par trois camarades et deux lettres touchant ce sujet avaient été diffusées auprès des camarades de Paris. Chacun des camarades présents expose ses conceptions propres. Si tous entendent accorder toujours la priorité aux informations d'entreprise certains veulent dépasser ce niveau pour atteindre la discussion politique de la totalité des événements, d'autres veulent rejeter la discussion polémique, les limites de l'entreprise du travail, des théories et des faits économiques et sociaux pour exprimer la totalité de la vie sociale et individuelle de chacun.

Un résumé de la discussion sera repris avec les textes diffusés; la discussion reprendra après les vacances, plus axée sur la solution des problèmes concrets posés par I.C.O.

II- PROCHAINE REUNION: le 10 juillet - lieu et heure habituels.

III- CONTRIBUTIONS: les camarades versent 45 Frs.

IV- LETTRES & CRITIQUES d'I.C.O.

- d'un camarade du midi: " Bravo pour le papier sur les U.S.A. Ainsi les articles sur le Viet Nam et la question nationale prennent leur dimension et l'actualité se place dans un déroulement plus vaste des événements ".
 - d'un camarade de l'Aude: j'ai bien reçu les numéros d'I.C.O. et si je n'ai pas continué à vous donner des renseignements sur la vie dans les Hautes-Corbières c'est que cela n'en valait pas la peine, vu la mentalité ouvrière qui est au plus bas degré d'inconscience, jamais l'ouvrier chez nous n'est descendu au fin fond de l'ignominie et de la veulerie encore sur cette terre où je suis né, le patron garde son hégémonie comme au temps des seigneurs, certes il y a quelques exceptions mais si rares... Beaucoup d'ouvriers des petites entreprises de 10, 20 et 50 ouvriers, et pas un syndicat ou un semblant de syndicat avec des syndiqués moraux...
- à la suite de la polémique qui a suivi la critique du livre de Rassinier (I.C.O. N° 39 et 40) nous avons reçu une longue lettre d'un camarade d'Israël et un texte de deux pages de Rassinier où il défend ses positions. Les textes seront discutés par les camarades d'I.C.O. après les vacances.

-o-o-o-

ii / y CI défense et défense

Nous avons déjà parlé de l'organisation générale de défense (voir I.C.O. Nos 20, 31 et 38.)

Dans les entreprises, des camarades nous signalent que le recensement des travailleurs a commencé: chez Renault, dans les assurances, chacun doit remplir un formulaire destiné à établir une carte perforée en vue d'une utilisation sur ordinateur. Quand on connaît les possibilités de ces machines on peut mesurer les capacités d'information et de manipulation que détiendront les "dirigeants" et leurs appareils de domination (armée, police, patrons, syndicats, organismes sociaux fisc, etc..) Quand on sait aussi que le numéro de base est le numéro de Sécurité Sociale on peut mesurer la vertu concentrationnaire des organismes sociaux "conquête ouvrière".

Le texte qui suit situe l'esprit de la "défense" dans la "nation moderne" est tiré du journal des objecteurs de conscience.

LETTRE de BRIGNOLES - N° 2

"L'organisation générale de la nation pour le temps de guerre conçue en fonction de la guerre totale, exige la mise à la disposition du pays de toutes les ressources en personnel et en biens. Cette organisation suppose une préparation minutieuse, dès le temps de paix..." (journal officiel du 29/II/38-décret du 28/II/38).

Tels sont les propos écrits le 28 novembre 1938 par le président du conseil E. Daladier auprès du président Lebrun. L'expérience de la deuxième guerre mondiale et la poursuite de la guerre froide ont confirmé cette vision. La défense prend une place de plus en plus dévorante dans l'activité des nations. Et les gouvernements ont sans cesse perfectionné leurs méthodes et développé leurs moyens. Si bien qu'à la vieille notion de "garde aux frontières" s'est substituée la notion de défense totale, du tout ou rien

publications

Extrait du "Combat syndicaliste" (27 mai 1965 - n° 351 - 39 rue de la Tour d'Auvergne Paris IX)

" Nous vivons depuis longtemps (disons 30 ans) sur un mythe , celui de l'esprit révolutionnaire du parti S F I O , esprit dont l'héritage remonte à la Première Internationale libertaire et dont l'une des dernières manifestations fut le soulèvement des ouvriers de Vienne , dressés comme un seul homme , à la fois contre le chancelier Schusnig et les nazis du prince Harenberg pour la défense de leurs libertés . "

Nous qui pensions que chacun pouvait être édifié sur "l'esprit révolutionnaire" des partis socialistes depuis 1914 , c'est à dire depuis 50 ans , sans compter tout ce qui est venu après. Peut on mesurer de manière plus éclatante le degré de fossilisation des milieux dits "révolutionnaires " que 50 ans d'histoire - combien existante - n'ont pas réussi à faire douter d'un mythe . Ceux du Combat syndicaliste ont au moins la sincérité naïve de le dire. Il en est d'autres (staliniens , trotskystes , etc...) qui vivent eux - sans les mettre en doute et en les clamant comme des "vérités" - sur des mythes aussi anciens et à la peau bien plus dure : celui de la révolution russe comme révolution ouvrière avec tout ce qui en découle par exemple .

NOIR ET ROUGE (cahiers d'études anarchistes communistes - n° 30 - juin 65 - Lagant BP 113 Paris 18eme)

Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne - Anarchisme par BorovoI

SOCIALISME OU BARBARIE (organe de critique et d'orientation révolutionnaire)

(juin - aout 65 - n° 40 - 16 Rue Henri Bocquillon - Paris - 15eme)

De Monsieur First à Monsieur Next , les grands chefs des relations sociales
Marxisme et théorie révolutionnaire... La guerre au Viet Nam - La France sans histoire .

CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE (Lucé Ottié - 21 rue des Mathurins - Bièvres - S et O)
mai 65 - l'humanisme libertaire - l'Espagne après 3 ans - Bakounine - des internationales antérieures à la première .

LUTTE DE CLASSE pour le pouvoir des travailleurs (juin juillet 65)
(Renault 73 Rue Blanche - Paris)

LA REVOLUTION PROLETARIENNE (21 rue Jean Robert Paris 18eme) n° 506 - Juin 65
Début d'un article sur les classes sociales - Les syndicats américains dans un tournant - toujours la même littérature orientée sur la politique américaine

L'ECOLE EMANCIPEE (syndicaliste révolutionnaire - 12- 6 -65 - Le Guen 74 rue d'Armorique - Brest) débats de tendance contre les majoritaires à l'intérieur des syndicats de l'enseignement .

POUVOIR OUVRIER (pour la constitution d'un parti pour le pouvoir ouvrier)
22 rue Léopold Bellan - Paris 2eme) Juin 65
St Domingue- suite de l'article du numéro précédent sur l'impérialisme et le tiers monde .

LE PEUPLE BRETON (n° 19 - Juin 65 - BP 103 - Rennes - organe de l'Union Démocratique bretonne) L'alcoolisme , fait social et économique en Bretagne .

DIRECT ACTION (en anglais - pour le contrôle direct de l'industrie par les travailleurs)
(Londres - 34 Cumberland Road - E 17)

BULLETINS D'ENTREPRISE

La Voix Ouvrière (groupe ouvrier de Cockerill Ougrée -usine sidérurgique de la banlieue de Liège - Frankin - 285 rue St Gilles - Liège) avril et mai 65

Dans le numéro d'avril, article sur une occupation de puits dans la région de Liège pour empêcher la fermeture de la mine, mouvement qui se heurte à l'hostilité et aux manoeuvres du patronat, des partis, des syndicats (CGTB socialiste et CSC catholique) (par exemple, pressions contre les mineurs étrangers). Même type de conflit qu'à Decazeville ou en Lorraine, mais beaucoup plus net, avec des allures de grève sauvage.

Bulletin Assurances Générales (N° 59 et 60 - avril et juin 65) : échos d'entreprise notamment sur les salaires et sur les conséquences de la concentration de trois sociétés en une seule.

Démocratie ouvrière (usine Rhône Poulenc à Vitry - voir I C O n° 40)
n° 9 - 18 juin 1965 -

La défaite organisée (sur les dernières luttes en France) - rétrospective (sur les luttes à Rhone Poulenc - critiques de livres et de pièces.

ce que représente / C O

c'est l'effort d'informations, de discussion et de réflexion de camarades - peu nombreux, nous n'avons pas crainte de le dire - mais poursuivi depuis bientôt sept années. I C O (Informations Correspondances Ouvrières) s'est d'abord appelé I L O (Informations Liaisons Ouvrières)

Des études ont été tirées séparément :

- Après les mesures de Gaulle Pinay, faisons le point (I L O Janvier 59)
- Cinq jours de grève aux aciéries de Pompey (I L O septembre 1959)
- Le Boriagè, témoignage sur 15 Jours de grève (I L O mars 59)
- Lavalette, secteur rétrograde du capitalisme (I L O Mai 1960)
- Le patronat français vu par un américain (I L O décembre 59 et février 60)
- La coexistence pacifique (I L O janvier 60)
- La situation française (I L O 1960)
- Espagne 62 (Noir et Rouge et I C O - - Fin 1962)
- Le tiers monde (I L O novembre 59 et I C O avril 63)
- La Russie, témoignage et critiques (I C O mai 64)
- Nantes St Nazaire - travailleurs et organisations (critique de l'appel de Nantes)
(I C O novembre 1964)

d'autres brochures sont en préparation sur le mouvement des conseils ouvriers allemands, sur les comités d'entreprise, sur le mouvement ouvrier en Grèce. La plupart de ces textes sont encore disponibles, les camarades peuvent nous en demander l'envoi.

Des séries d'articles se sont suivies dans différents bulletins mensuels:

- La grève des mineurs de 63 (I C O n° 16 et 17)
- En marge du congrès de Force Ouvrière (I C O n° 25)
- La réponse du capitalisme aux luttes (I C O n° 25 et 28)
- sur le mouvement syndical aux U S A (I C O n° 26 et 37)
- sur des expériences d'entreprises (I C O n° 36, 38 et 40)
- sur le mouvement ouvrier anglais (shop stewards, grèves sauvages -
I C O n° 32, 34, 37)
- Nationalisme - Impérialisme (Viet Nam, St Domingue) (I C O n° 39 et 40)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 5 F.**

Versements : **I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER